

qu'elles étaient tout à fait inacceptables. Selon le président Arias, le gouvernement salvadorien et les États-Unis «croient encore pouvoir gagner la guerre, en quoi ils ont tort». Nous nourrissons l'espoir que le Salvador et Washington envisageront sérieusement la possibilité d'un cessez-le-feu.

Les négociations de Sapoa sont une autre question qui préoccupe directement la collectivité internationale. En guise d'encouragement, nous exhortons le Congrès des États-Unis à maintenir sa décision de ne plus fournir une aide militaire aux Contras. Nous partageons le point de vue du président Arias disant qu'en ce qui concerne la démocratisation au Nicaragua, «la Contra a servi d'excuse et non de raison pour ne pas instaurer la démocratie». Le corollaire de cet énoncé, comme l'a souligné le président Arias, est que la collectivité internationale doit «exercer beaucoup de pression» sur le gouvernement nicaraguayen pour qu'il respecte ses engagements de démocratiser le pays, comme il l'avait promis après la révolution et répété dans l'Accord Esquipulas II et pendant les pourparlers de Sapoa. Si l'une ou l'autre des deux parties ne négocie pas de bonne foi, elle risque de trahir l'Accord Esquipulas et de semer immédiatement les germes de nouvelles complications.

En plus de ces conflits internes, les pays de l'Amérique centrale connaissent de fortes tensions frontalières et interrégionales, tout particulièrement le Nicaragua et le Honduras. En mars dernier, ils ont échangé des accusations et des contre-accusations au sujet de prétendues violations de frontières par leurs forces armées respectives avant que les Américains n'envoient des troupes de combat au Honduras. Cet incident illustre à quel point il est primordial que le processus de paix prévoie une surveillance internationale des frontières qui puisse inspirer confiance.

Outre l'appui au processus de paix, la collectivité internationale doit jouer un rôle à long terme en fait de vérification du plan de paix Esquipulas II. Nous avons déjà décrit l'impasse dans laquelle se trouve la question de la vérification et nous parlerons plus loin de ses modalités et du rôle du Canada en la matière. À l'exception du président Duarte, tous les représentants gouvernementaux que nous avons rencontrés en Amérique centrale, tant civils que militaires, reconnaissent l'importance cruciale de la vérification en tant que moyen de susciter la confiance. On s'entend en général pour dire que la vérification, pour être efficace et fiable, doit comporter une composante internationale forte et expérimentée. Les cinq pays ont provisoirement arrêté leur choix sur le Canada, l'Allemagne de l'Ouest et l'Espagne pour les aider à mettre au point des systèmes de vérification.

La démocratisation

Pour pouvoir vérifier le respect du plan de paix Esquipulas II, la collectivité internationale doit jouer un rôle comportant deux aspects très distincts, l'un militaire, l'autre politique. Les Centraméricains ont en général reconnu que le second volet sera plus difficile que le premier, mais ils ont insisté sur le fait qu'ils étaient tous deux aussi importants. Le père Xabier Gorostiaga, du Nicaragua, a fait remarquer que la meilleure façon de vérifier si les Sandinistes tiennent leurs engagements à l'égard de la paix et de la démocratisation consiste à les surveiller. «S'ils échouent, ils perdront tout appui. Le Nicaragua a besoin de vérification internationale.»

La formule politique sur laquelle repose l'Accord Esquipulas II est, fondamentalement, celle de la paix par la démocratisation. Il importe, par conséquent, que la collectivité internationale comprenne ce que signifie réellement ce terme et comment elle peut en vérifier l'application de manière équitable et plausible. L'Accord dit très clairement qu'il faut, à cette fin, enclencher un processus démocratique authentique et pluraliste, mais il précise également que le processus démocratique «sous-entend» la promotion de la justice sociale, le respect des droits de la personne et